

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENEREGY

Zone d'activités de la Grande Bellavarde
73390 Chamoux-Sur-Gelon

Références : 20260423_RAP_Insp_Incendie_ENereGY_Complet.odt
Code AIOT : 0010700350

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2026 dans l'établissement ENEREGY implanté Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 Chamoux-sur-Gelon. L'inspection a été annoncée le 21/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été conduite de manière réactive à la suite d'un évènement (incendie) survenu le 21/04/26 en début d'après-midi sur le site de Chamoux-sur-Gelon. En effet, un départ de feu sur une ligne de déferrailage de déchets de rembourrés d'ameublement a été constaté par l'exploitant sous un overband qui est destiné à séparer la ferraille des mousses de matelas.

Ce départ de feu a eu pour conséquence d'enflammer le tapis situé sur l'overband. Le sprincklage situé sous l'overband a pu éteindre les mousses enflammées sous l'overband mais n'a pas été suffisant pour éteindre le tapis situé sur l'overband : au total 10 m3 de déchets de mousse et un tapis de 10 mètres de long ont brûlés.

Dans ce contexte, la visite d'inspection visait à contrôler la bonne mise en oeuvre des prescriptions en matière de gestion de cet incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENEREGY
- Zone d'activités de la Grande Bellavarde 73390 Chamoux-sur-Gelon
- Code AIOT : 0010700350
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ENèreGY (ex. BIOVAL), dont le siège social est établi au lieu dit Les trois Vallons, 38080 L'isle D'abeau, a repris en 2020 la partie des activités de production de CSR (combustible solide de récupération) anciennement exploitées par la société SIBUET.

Elle exploite donc régulièrement, sous couvert d'un arrêté préfectoral du 8 décembre 2022, une installation de traitement de déchets non dangereux sur un site qui occupe une surface d'environ 26 000 m² et emploie 21 personnes.

L'activité de traitement de déchets non dangereux consiste à fabriquer du combustible de substitution (CSR) à l'usage des cimenteries avec des déchets issus des bennes « d'enfouissables » collectées dans les déchetteries du secteur, de déchets provenant d'industriels, et de déchets provenant de la filière de collecte des déchets d'équipements d'ameublement (DEA).

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	notification-Incident	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 1.5.7	Sans objet
2	isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 3.2.5 et 3.3.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré que la gestion de l'incident (incendie) apparaît globalement satisfaisante, tant en termes de réactivité de l'exploitant que d'alerte des services compétents.

Les observations effectuées lors de la visite d'inspection, ainsi que les éléments examinés dans le cadre de la revue documentaire, indiquent que les prescriptions en matière de gestion d'un incendie ont été mises en œuvre de manière conformes aux dispositions réglementaires applicables.

Cet incident a toutefois mis en évidence la sensibilité particulière du poste de déferailage au risque incendie, notamment en présence de déchets combustibles et de sources potentielles d'échauffement. La mise en œuvre de mesures organisationnelles et techniques complémentaires apparaît néanmoins nécessaire afin d'améliorer la gestion du risque associé à ce poste de travail.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : notification-Incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 1.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, déclaration incident
Prescription contrôlée : Article 1.5.7. Accidents et incidents L'exploitant prend les mesures d'exécution immédiates nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article L511-1 du Code de l'environnement.

Il fournit aux services et organismes concernés, et en particulier aux services de secours, dans les délais les plus brefs, tous les renseignements dont il dispose permettant de déterminer ou d'ajuster les mesures de sauvegarde à prendre pour protéger les personnes, les biens, la faune et la flore, et les infrastructures exposés.

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations et susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et notamment :

- tout déversement accidentel de liquides polluants,
- tout incendie ou explosion,
- toute émission anormale de fumée ou de gaz irritants, odorants ou toxiques,
- toute élévation anormale du niveau des bruits émis par les installations,
- tout résultat d'analyse ou de contrôle de la qualité des eaux rejetées, du niveau de bruit, de la teneur des fumées en polluants, des installations électriques, etc., de nature à faire soupçonner un dysfonctionnement important ou à caractère continu des dispositifs d'épuration, ou l'existence d'un danger.

Un rapport d'accident est rédigé par l'exploitant, et transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, ainsi que les mesures prises ou prévues pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Un rapport peut également être demandé par l'inspection des installations classées en cas d'incident.

Si le fonctionnement des installations fait apparaître des inconvénients ou des dangers que les prescriptions du présent arrêté ne suffisent pas à prévenir, l'exploitant doit en faire, dans les meilleurs délais, la déclaration à l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Un incendie s'est déclaré au niveau de la ligne de déferrailage. Selon les éléments communiqués par l'exploitant, le départ de feu serait localisé sous l'overband, avec une propagation au tapis situé en partie supérieure.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique avoir mis en œuvre immédiatement les moyens nécessaires afin de maîtriser l'incendie. L'ensemble des services concernés (services d'incendie et de secours, mairie, gendarmerie, inspection des installations classées) a été informé dans les meilleurs délais. Les services de secours disposaient d'une bonne connaissance du site, celui-ci faisant l'objet d'exercices réguliers.

Une déclaration de l'incident a été effectuée par l'exploitant via le portail « entreprendre.service-public.fr ».

Les premières informations disponibles tendent à montrer que l'événement trouve son origine soit dans l'introduction d'un intrant non conforme, soit dans un phénomène d'échauffement localisé lié à la présence de ferrailles en contact avec des matériaux combustibles.

La gestion de l'incident apparaît globalement satisfaisante, tant en termes de réactivité de l'exploitant que d'alerte des services compétents. Les services d'incendie et de secours ont confirmé la bonne gestion opérationnelle de l'événement.

Par ailleurs et au regard des éléments recueillis, la durée effective de l'incendie, comprise entre 13h11 et 14h10, n'a pas conduit les services d'incendie et de secours ni l'exploitant à juger nécessaire la mise en œuvre de mesures de la qualité de l'air. Par ailleurs, les conditions météorologiques observées lors de l'événement, caractérisées par une absence de vent, ont

entraîné une dispersion verticale du panache de fumées. Dans ce contexte, aucun impact direct sur les populations environnantes n'a été constaté et donc aucune mesure de confinement des populations n'a été envisagée.

Cet incident met toutefois en évidence la sensibilité particulière du poste de déferrailage au risque incendie (sensibilité parfaitement connue de l'exploitant), notamment en présence de déchets combustibles et de sources potentielles d'échauffement.

L'exploitant prévoit la mise en œuvre de mesures d'amélioration visant à renforcer la prévention et la maîtrise du risque incendie sur le poste concerné, notamment :

- l'installation de buses de sprinklage supplémentaires en partie supérieure ;
- la mise en place d'une réserve d'eau dédiée équipée d'un surpresseur ;
- l'étude de la mise en place d'un dispositif de type déluge, permettant une extinction plus rapide en cas de départ de feu.

Au regard des dispositions de l'article 1.5.7, l'exploitant a procédé à l'information des services compétents et à la déclaration de l'incident dans des délais appropriés. Les premières mesures mises en œuvre pour maîtriser l'événement apparaissent adaptées.

La conformité réglementaire sera à confirmer à réception du rapport d'incident, notamment en ce qui concerne l'analyse approfondie des causes et la définition des mesures correctives pérennes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Conformément à l'article 1.5.7 de l'APC du 08/12/2012, l'exploitant transmettra au service d'inspections des installations classées, sous 15 jours, un rapport d'incident qui devra préciser les causes exactes de l'événement, ses conséquences, ainsi que les mesures correctives et préventives mises en place pour éviter le renouvellement d'un incident similaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2022, article 3.2.5 et 3.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, confinement des eaux d'extinction avec les réseaux eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Article 3.2.5. Isolement avec les milieux

L'isolement des réseaux de collecte des eaux pluviales potentiellement polluées de l'établissement par rapport à l'extérieur est assuré par trois vannes guillotines positionnées, en sortie des séparateurs d'hydrocarbures n°1 à 3, et, à terme, par deux vannes guillotines positionnées, l'une en aval du bassin tampon mentionné à l'article 3.4.1, l'autre en sortie du séparateur d'hydrocarbures n°3.

Ces dispositifs sont facilement accessibles et manœuvrables en toute circonstance. Leur emplacement est clairement identifié par des signalisations adéquates. L'exploitant s'assure de leur bon fonctionnement permanent par des essais et un entretien régulier.

L'entretien préventif et les modalités de manœuvre de ces dispositifs sont définis par une consigne portée à la connaissance du personnel,

Article 3.3.2. Eaux d'extinction d'incendie

L'établissement dispose d'une capacité minimale de confinement des eaux d'extinction d'incendie présentant à tout moment un volume minimum disponible de 240 m3.

Les eaux d'extinction sont confinées au moyen des dispositifs de disconnexion mentionnés à l'article 3.2.5.

Les eaux d'extinction confinées sont pompées, évacuées et traitées comme des déchets dans des installations conformes à la réglementation.

La consigne mentionnée à l'article 3.2.5 précise les modalités de gestion des effluents confinés.

Constats :

Lors de l'incident, l'isolement des réseaux de collecte des eaux pluviales potentiellement polluées a été effectivement réalisé au moyen des dispositifs prévus à cet effet.

Les observations effectuées lors de la visite d'inspection, ainsi que les éléments examinés dans le cadre de la revue documentaire, indiquent que les vannes d'isolement ont été manœuvrées de manière appropriée, permettant de prévenir tout rejet vers le milieu extérieur.

Les éléments recueillis (retours d'exploitation, documents internes, organisation mise en place) démontrent que les dispositifs d'isolement sont connus des opérateurs, accessibles et utilisés conformément aux consignes en vigueur.

La réactivité observée dans la mise en œuvre de l'isolement traduit une bonne appropriation des procédures par le personnel et une maîtrise opérationnelle des équipements en situation incidentelle.

Aucune mesure corrective immédiate n'est identifiée à ce stade concernant l'isolement des réseaux. Il est toutefois attendu que le rapport d'incident précise les modalités exactes de manœuvre des vannes (chronologie, responsabilités, éventuelles difficultés rencontrées) afin de consolider le retour d'expérience.

Au regard des dispositions de l'article 3.2.5, l'exploitant a mis en œuvre de manière effective les dispositifs d'isolement des réseaux lors de l'incident.

Les constats réalisés en inspection et les éléments issus de la revue documentaire permettent de considérer que les exigences relatives à l'accessibilité, à la manœuvrabilité et à l'utilisation des dispositifs ont été respectées dans le cadre de la gestion de cet événement.

Par ailleurs, lors de la visite d'inspection, les dispositions relatives au confinement des eaux d'extinction d'incendie ont été examinées. Aucun élément observé sur site ni issu de la revue documentaire n'est venu remettre en cause la capacité de l'établissement à assurer le confinement des eaux d'extinction conformément aux prescriptions en vigueur.

Type de suites proposées : Sans suite